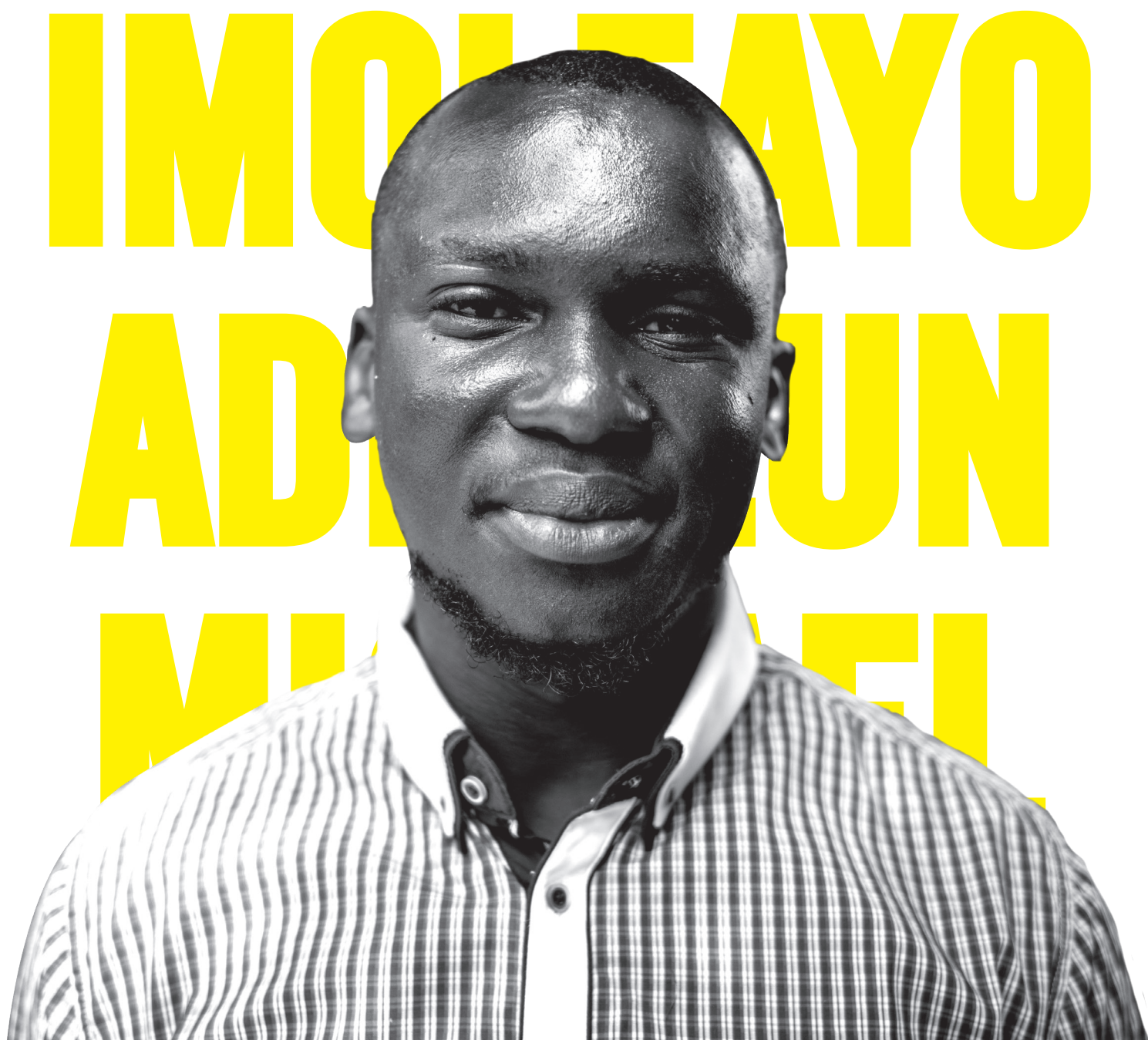




IMOLEAYO ADEYEUN MICHAEL

- Nigeria -

Harcelé pour avoir milité contre les violences policières.

Agissez dès maintenant sur amnesty.fr

AMNESTY
INTERNATIONAL 

IMOLEAYO MICHAEL

Nigeria

Lorsque la jeunesse nigeriane est descendue dans les rues d'Abuja en octobre 2020, Imoleayo Michael s'est joint au mouvement. Les manifestants défilaient contre les violences, les extorsions et les exécutions menées par la brigade spéciale de répression des vols, plus connue sous le nom de Sars. Le jeune développeur informatique a relayé les appels à manifester sur Twitter et sur Facebook en utilisant le hashtag viral #EndSARS.

Deux semaines plus tard, le 13 novembre 2020 au petit matin, vingt hommes armés ont investi le domicile d'Imoleayo. Ils ont brisé une fenêtre et l'ont menacé avec une arme à feu, le forçant à les laisser entrer. Ces hommes armés étaient des membres armés de la police, de l'armée et des représentants du service de sécurité de l'État. Une fois à l'intérieur, ils ont saisi son téléphone portable et son ordinateur puis ont enfermé sa mère âgée, son épouse et leur fils de sept mois dans une pièce avant de couper l'électricité et d'éteindre les lampadaires autour de son domicile.

Ils ont ensuite emmené Imoleayo au siège des services de sécurité de l'État. Il est resté en détention dans une cellule souterraine pendant quarante et un jours sans pouvoir consulter un avocat ou contacter sa famille. On lui a passé des menottes, mis un bandeau sur les yeux et on l'a enchaîné à un meuble de bureau en acier. On l'a également forcé à dormir à même le sol. Il ne recevait pour tout repas qu'un porridge contenant des cailloux. Des officiers des services de sécurité l'ont interrogé à cinq reprises.

Imoleayo a souffert d'une pneumonie à la suite des nombreuses nuits passées à même le sol. Il a finalement été libéré sous caution en décembre 2020. Il est inculpé de chefs d'accusation sans fondement tels que « conspiration par association en vue de troubler l'ordre public » et « troubles à l'ordre public ». S'il est reconnu coupable, il encourt jusqu'à trois ans de prison.

J'INTERPELLE LES AUTORITÉS RESPONSABLES

Vous pouvez envoyer des messages aux autorités du Nigeria pour faire part de vos inquiétudes et de vos demandes.

Ministre de la Justice et procureur général de la Fédération

Monsieur Abubakar Malami

Formule d'appel : Monsieur le Procureur général de la Fédération

Adresse postale : Abubakar Malami, SAN

Ministre de la Justice et procureur général de la Fédération

Ministère de la Justice

New federal secretariat Complex

5th Floor Shehu Shagari Way Maitama.

P.M.B 192 Garki, Abuja, Nigeria

Courrier électronique : info@justice.gov.ng

Président et commandant en chef de la République fédérale du Nigeria

Monsieur Muhammadu Buhari

Formule d'appel : Your excellency / Monsieur le Président

Adresse postale : Président Muhammadu Buhari, Aso Rock

Presidential Villa, Abuja. Nigeria, West Africa

Courrier électronique : info@statehouse.gov.ng

JE TÉMOIGNE MON SOUTIEN

Imoleayo adore son travail de développeur informatique. Dans son temps libre, il aime nager et jouer au basket. Il aime aussi écouter Fela Kuti, considéré comme l'inventeur de l'afrobeat, ainsi que les rappeurs Eminem et Tupac Shakur. N'hésitez pas à faire référence à ses passions dans vos messages de soutien.

Imoleayo étant très actif sur les réseaux sociaux, nous vous conseillons de lui adresser vos messages de solidarité directement sur ces plateformes en taguant son compte Facebook (Adeyeun Imoleayo Michael) ou son compte Twitter (@imoleayomichael) et en utilisant le hastag #Freemoleayo.

Vous pouvez également envoyer vos messages de soutien par voie postale à l'adresse suivante :

10 Jours pour signer - Amnesty International France
76, boulevard de la Villette - 75940 Paris Cedex 19

MESSAGE SUGGÉRÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Anglais : Imoleayo, you should not be considered as a criminal. Exercising your rights to freedom of peaceful assembly and expression is not a crime. Today, I am lending my voice in solidarity to #FreeimoleAyo.

Français : Imoleayo, tu ne devrais pas être considéré comme un criminel. Exercer ses droits à la liberté de réunion pacifique et d'expression n'est pas un crime. Aujourd'hui, je joins ma voix en solidarité pour libérer Imoleayo ! #FreeimoleAyo

NOUS DEMANDONS AUX AUTORITÉS DU NIGERIA DE :

- abandonner immédiatement toutes les charges retenues contre Imoleayo.
- mettre en œuvre les revendications des manifestants, et notamment de mettre un terme aux violences policières, d'arrêter les officiers du Sars responsables d'homicides extrajudiciaires, de viols, d'actes de torture et d'extorsion à rendre des comptes, et enfin de réformer les pratiques de maintien de l'ordre en général.